

objection y a-t-il à ce que des hommes de leur haute position aient des conférences secrètes. Les honorables membres voudraient-ils donc que la position de l'Angleterre soit connue du monde entier? Il n'y a que peu de temps, lord Roberts a parlé des conditions des affaires en Angleterre et la presse anglaise l'a blâmé d'avoir divulgué la faiblesse de l'Angleterre. Prenons un autre cas. Lorsqu'une personne est condamnée à mort et qu'il est fait appel à la clémence de l'exécutif, le rapport du juge qui a présidé au procès est soumis au ministre de la Justice et ses collègues, mais je demande aux honorables membres de l'autre côté si quelqu'un d'entre eux serait disposé à proposer que ce rapport soit déposé sur le bureau du Parlement et publié. La chose ne se fait pas et n'a jamais été faite dans les causes capitales.

M. WILSON (Laval): La chose a été faite au sujet de Shortis.

M. CARVELL: S'agit-il ici d'une cause capitale?

M. BENNETT: La pendaison d'un homme est une affaire sérieuse et une question où tout l'empire britannique est intéressé est d'une nature telle qu'elle exige que la plus entière confiance repose en ceux qui sont revêtus de l'autorité suprême. Après sa consultation avec ceux qui ont charge des affaires en Angleterre, le premier ministre du Canada devait-il créer une panique à son retour? Nous savons tous que lorsque les fraudes de la North Atlantic Trading Company ont été révélées à cette Chambre il y a quelques années et qu'il a été prouvé que des centaines de mille dollars avaient été irrégulièrement dépensés, le très honorable chef de l'opposition (sir W. Laurier) s'est levé de son siège pour dire: Nous ne pouvons donner les noms des personnes impliquées parce qu'elles se suicideraient; et, cependant, les membres de la gauche disent que toutes les confidences faites au premier ministre du Canada par les lords de l'amirauté devraient être révélées au peuple du Canada.

Prenons un autre exemple. Un certain collègue, chef d'un grand parti politique en ce pays, est allé d'un bout à l'autre de ce pays sonnant l'alarme. A-t-il dit au peuple du Canada que son parti ne réussirait pas? Non, à l'est et à l'ouest, au nord et au sud, il a dit à ses amis: "Pariez sur le vieux coq", et aujourd'hui le très honorable membre est l'objet des malédictions de ses amis et admirateurs qui ont perdu leur argent pour avoir gagé sur le vieux coq. Il est absurde et déplacé de prétendre que les sujets secrets et d'une nature confidentielle qui ont fait l'objet d'une entente entre les lords de l'amirauté et le premier ministre du Canada et ses collègues devraient être rendus publics. Il y a eu des réunions sympathiques entre les lords de

M. BENNETT (Simcoe-est).

l'amirauté et les représentants du Canada; de ces conférences est sorti le projet dont le Parlement a été saisi et qui a, en grande partie, l'approbation du peuple canadien.

Il est curieux d'entendre les honorables membres de l'autre côté dans leurs tentatives de se divertir au dépens de l'entente entre le Canada et la Grand-Bretagne sur cette grande question. Pendant toute la discussion l'honorable député de Saint-Jean (M. Pugsley) n'a cessé de faire appel aux intérêts matériels de ses électeurs. On ne trouve aucun idéalisme chez lui. Dans chaque occasion il s'est appesanti sur ce fait, pour influencer les électeurs de sa circonscription, que l'exécution du programme libéral apporterait des avantages matériels aux habitants de la ville de Saint-Jean. Je désire faire remarquer à l'honorable député de Saint-Jean qu'il y a en ce pays un sentiment plus élevé que celui qui consiste à faire appel à la cupidité et l'avidité de quelques électeurs de la ville de Saint-Jean, le sentiment que le temps est arrivé pour le Canada de faire ce qu'il aurait dû faire depuis longtemps déjà, aider à la défense de l'empire. Quels sont les autres arguments des honorables membres de l'autre côté? Il y a la proposition d'avoir ce que l'on appelle deux unités tactiques. Je n'aurai pas le temps d'étudier cet argument; l'absurdité de cette proposition a été, à maintes reprises, exposée à la Chambre. Et il a été démontré que dans un cas de nécessité ce secours serait illusoire. A quoi serviraient leur "Niobé" et leur "Rainbow", si la guerre éclatait sur la haute mer. Je présume qu'ils auraient peur de s'éloigner du rivage. Ce dont le pays a besoin aujourd'hui, c'est exactement ce qui a été formulé dans le document émanant de l'amirauté. Il s'agit de donner une aide effective à l'empire et le seul moyen c'est de contribuer à donner aux armements de la Grande-Bretagne le premier rang parmi les nations du monde de façon qu'elle soit en état de se mesurer avec les plus grandes puissances, en tout temps et en tout lieu.

Nos honorables collègues ont parlé tant et plus d'une élection. S'imaginent-ils que le peuple de ce pays n'a rien autre chose à faire que des élections à tout bout de champ pour plaire à ces messieurs de la gauche qui ont perdu leur place? C'est ce qu'ils nous demandent de faire. Tous les jours les corridors de la Chambre sont fréquentés par des anciens ministres qui tous demandent qu'il y ait des élections. Ils veulent un autre tour de carte. Ils ont perdu leur argent et ils veulent essayer de se refaire. En ces temps où le pays se développe si rapidement, le peuple est trop enclin à s'occuper sérieusement d'affaires pour s'arrêter aux plaintes et aux lamentations—je remercie le très honorable chef de l'opposition d'avoir introduit ce mot lamentations